

# BACCALAURÉAT GÉNÉRAL : Sciences Économiques et Sociales

Session 2025, France métropolitaine, sujet 2 | Corrigé indicatif

*À utiliser pour réviser, pas pour recopier le jour J.*

## **DISSERTATION : une approche en termes de classes sociales suffit-elle à rendre compte de la structure de la société française actuelle ?**

---

### **Accroche et problématique**

Parler de classes sociales, c'est découper la société en grands groupes définis par leur place dans la production et par leur niveau de vie. Cette grille, héritée de Marx puis travaillée par Weber, a longtemps dominé l'analyse de la société française. Mais la société d'aujourd'hui est-elle encore lisible avec ce seul outil ? Le portrait de Francine Lopes dans le document 1, mère séparée et salariée modeste, montre qu'une trajectoire individuelle se joue aussi sur le genre, la famille et le territoire, pas seulement sur la position de classe.

*Problématique : l'analyse en termes de classes sociales reste-t-elle pertinente pour décrire la société française, ou faut-il la compléter par d'autres facteurs de différenciation comme le genre, l'espace ou le mode de vie ?*

### **Annonce du plan**

On verra que l'approche en classes sociales garde une réelle pertinence pour décrire la société française (I), mais qu'elle ne suffit pas à elle seule à en saisir toutes les divisions (II).

## **I. L'approche en classes sociales garde sa pertinence**

### **A. Des inégalités économiques toujours structurées par la position sociale**

La position dans la hiérarchie professionnelle continue de commander le niveau de vie. Le document 4 le confirme : en 2022, un cadre du privé gagne en moyenne 4 769 euros nets par mois pour un homme, contre moins de 2 000 euros pour un ouvrier. L'écart de revenus entre catégories reste considérable. La catégorie socioprofessionnelle pèse donc lourdement sur les ressources, ce qui justifie de raisonner en groupes sociaux distincts. Le cas de Francine, payée 1 600 euros par mois, illustre les contraintes matérielles propres aux employés peu qualifiés.

### **B. Des modes de vie et des pratiques qui distinguent les groupes**

Les classes sociales ne se distinguent pas seulement par le revenu, mais aussi par leurs pratiques. Le document 3 le montre sur la consommation de tabac : 28,1 % des salariés peu qualifiés fument quotidiennement, contre une proportion bien plus faible chez les cadres et les professions intellectuelles. Ces écarts de comportements, qu'on retrouve dans l'alimentation, les loisirs ou la santé, renvoient à ce que Bourdieu appelle l'habitus : des dispositions partagées au sein d'un même groupe social. La frontière entre groupes se lit donc aussi dans les habitudes quotidiennes.

### **Transition**

L'approche en classes reste donc utile. Mais elle laisse de côté d'autres lignes de fracture qui traversent la société française, parfois à l'intérieur même d'une catégorie sociale.

## **II. Une approche qui ne suffit pas à elle seule**

### **A. Le genre, une division qui traverse les classes**

Les inégalités entre femmes et hommes ne se confondent pas avec les classes sociales, elles les recourent. Le document 4 montre qu'à catégorie égale, les femmes gagnent moins que les hommes : 15,7 % de moins chez les cadres, 14 % en moyenne dans le privé. L'écart se creuse même avec l'âge, jusqu'à 26,1 % chez les 60 ans et plus. Une femme cadre subit donc une inégalité de genre

qu'un homme de la même classe ne connaît pas. Le récit de Francine, qui élève seule ses enfants avec une pension versée en retard, rappelle que la situation familiale et le genre pèsent autant que la position professionnelle.

### ***B. Le territoire, un facteur de différenciation spatiale***

Où l'on habite dessine aussi des appartenances. Le document 2 montre que les catégories sociales ne se répartissent pas de la même façon sur le territoire. Les cadres se concentrent dans les grands centres urbains (56,5 %), tandis que les agriculteurs vivent presque tous en zone rurale (43,7 % en habitat dispersé). Cette ségrégation spatiale crée des expériences de vie différentes selon le lieu de résidence, parfois indépendamment de la classe. La distinction centre/périphérie est devenue un clivage important de la société française, que l'approche en classes seule ne capte pas.

### ***C. La montée de l'individualisation des trajectoires***

Enfin, les sociologues comme Henri Mendras ont décrit une « moyennisation » de la société durant les Trente Glorieuses, avec une vaste classe moyenne aux contours flous. Même si les inégalités sont reparties à la hausse depuis, les identités collectives de classe se sont affaiblies : on s'identifie moins spontanément à une classe ouvrière ou bourgeoise qu'auparavant. Les trajectoires sont plus individualisées, marquées par la mobilité, la précarité ou la recomposition familiale. Le parcours de Francine, qu'elle décrit comme une simple succession d'épreuves personnelles, en est une bonne illustration.

## **Bilan**

L'approche en termes de classes sociales reste donc nécessaire : elle éclaire des inégalités de revenus et des différences de modes de vie bien réelles. Mais elle ne suffit pas. Le genre, le territoire et l'individualisation des parcours dessinent des divisions que la seule grille des classes ne permet pas de voir. Pour rendre compte de la société française actuelle, il faut croiser ces facteurs plutôt que s'en tenir à un seul. C'est ce croisement, et non l'abandon de la notion de classe, qui donne l'image la plus juste.

# ÉPREUVE COMPOSÉE

## **Partie 1 : mobilisation des connaissances (4 points)**

---

*Sujet : Vous montrerez que les asymétries d'information sont une source de chômage structurel.*

Le chômage structurel désigne un chômage durable, lié au fonctionnement même du marché du travail et non aux fluctuations de l'activité. Parmi ses causes, les asymétries d'information jouent un rôle souvent négligé. Il y a asymétrie quand, lors d'un échange, une partie en sait plus que l'autre. Sur le marché du travail, l'employeur et le candidat ne disposent pas de la même information, et cela peut bloquer des embauches.

Au moment du recrutement, l'employeur ne connaît pas la productivité réelle du candidat. Il observe son diplôme, son CV, mais pas ses capacités effectives. C'est une situation de sélection adverse, au sens d'Akerlof. Par prudence, l'employeur peut proposer un salaire prudent ou renoncer à embaucher, de peur de tomber sur un mauvais profil qu'il ne peut pas distinguer à l'avance. Des candidats compétents restent alors sans emploi, faute de pouvoir prouver leur valeur.

Pour réduire ce risque, l'employeur peut verser un salaire supérieur au salaire d'équilibre, c'est la théorie du salaire d'efficacité. Un salaire élevé attire les meilleurs candidats et incite les salariés à bien travailler pour ne pas perdre leur poste. Mais ce salaire plus élevé que celui qui équilibrerait le marché réduit le nombre d'emplois offerts. Une partie de la main-d'œuvre se retrouve durablement exclue : c'est du chômage structurel.

Les asymétries jouent aussi après l'embauche. L'employeur ne peut pas observer en permanence l'effort du salarié, c'est un problème d'aléa moral. Là encore, le salaire d'efficacité sert à motiver, mais il maintient le salaire au-dessus du niveau qui permettrait le plein emploi. Les asymétries d'information contribuent donc à un chômage qui persiste même quand l'économie va bien.

## **Partie 2 : étude d'un document (6 points)**

---

### **Question 1 : comparaison des émissions de GES, Chine et monde, 1990-2021 (2 points)**

Le document présente les émissions de gaz à effet de serre en indice base 100 en 1990. Les deux trajectoires divergent fortement. Les émissions mondiales augmentent de façon continue mais modérée : l'indice mondial atteint environ 175 en 2021, soit une hausse d'à peu près 75 % sur la période.

La Chine connaît une tout autre dynamique. Son indice grimpe jusqu'à près de 400 en 2021, ce qui signifie que ses émissions ont été multipliées par environ quatre depuis 1990. La hausse chinoise est donc beaucoup plus rapide et beaucoup plus forte que la moyenne mondiale. Cet écart s'explique par l'industrialisation massive de la Chine et sa croissance économique sur ces trois décennies. La Chine tire ainsi la hausse mondiale vers le haut, alors que des zones comme l'UE ou la France voient leurs émissions baisser.

### **Question 2 : les négociations environnementales contraintes par le passager clandestin (4 points)**

Le climat est un bien commun mondial : personne ne peut être empêché d'en profiter, et la réduction des émissions de l'un bénéficie à tous. Cette caractéristique crée un problème bien connu, celui du passager clandestin. Chaque État a intérêt à laisser les autres faire les efforts coûteux de réduction, tout en bénéficiant du résultat. Si tous raisonnent ainsi, aucun ne s'engage suffisamment.

Le document illustre ce blocage. Pendant que l'Union européenne et la France réduisent leurs émissions, la Chine et l'Inde les augmentent massivement. Un pays qui consent à des efforts coûteux voit son avantage annulé si les autres continuent d'émettre. Cela décourage l'action unilatérale et complique tout accord international.

Les négociations comme les COP cherchent justement à dépasser ce problème, mais elles se heurtent à l'absence de sanction crédible. Aucune autorité mondiale ne peut contraindre un État à respecter ses engagements. Les accords reposent donc sur des promesses volontaires, qu'un pays peut ne pas tenir ou dont il peut se retirer, comme les États-Unis l'ont fait pour l'Accord de Paris en 2017. Chacun est tenté de promettre peu tout en espérant que les autres en feront plus.

S'ajoute la question des responsabilités inégales. Les pays en développement refusent de freiner leur croissance au même rythme que les pays riches, qui ont émis l'essentiel du CO2 historique. Sans mécanisme d'incitation, transfert financier vers le Sud ou taxe carbone aux frontières, la coopération reste fragile. Le comportement de passager clandestin explique ainsi pourquoi les négociations climatiques aboutissent si difficilement à des engagements contraignants.

## **Partie 3 : raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (10 points)**

---

*Sujet : Vous montrerez que le recours au protectionnisme peut présenter des avantages.*

### **Mise en contexte**

Le protectionnisme regroupe les mesures par lesquelles un État protège sa production nationale de la concurrence étrangère : droits de douane, quotas, subventions, normes. Longtemps critiqué au nom du libre-échange, il connaît un retour marqué, notamment aux États-Unis. Sans nier ses coûts, on peut montrer qu'il présente plusieurs avantages pour le pays qui y recourt.

### **I. Protéger et développer les industries nationales**

Le premier avantage est de protéger les industries face à une concurrence jugée déloyale ou trop forte. Le document 1 montre qu'en 2018, les États-Unis ont relevé leurs tarifs douaniers pour soulager des industries affaiblies par les importations, en ciblant la Chine. Ces barrières donnent un répit aux producteurs nationaux et préservent l'emploi industriel.

Le protectionnisme permet aussi de faire émerger de nouvelles industries stratégiques, selon l'argument de l'industrie naissante développé par Friedrich List au XIX<sup>ème</sup> siècle. Une industrie jeune ne peut pas affronter d'emblée des concurrents étrangers déjà installés. Le document 1 décrit le CHIPS and Science Act de 2022, qui consacre plus de 50 milliards de dollars à bâtir une production de microprocesseurs avancés aux États-Unis, alors que ces composants sont aujourd'hui fabriqués à 90 % à Taïwan. Protéger et subventionner permet ici de rattraper un retard et de sécuriser un secteur clé.

### **II. Attirer les investissements et orienter l'économie**

Le protectionnisme moderne passe aussi par les subventions, qui attirent les capitaux sur le territoire national. Le document 1 présente l'Inflation Reduction Act de 2022 : près de 400 milliards de dollars de subventions et d'exonérations pour les industries de la transition énergétique, réservées aux entreprises produisant sur le sol nord-américain. La subvention de 7 500 dollars pour l'achat d'une voiture électrique fabriquée dans la zone ALENA en est un exemple. Ces aides détournent des investissements vers les États-Unis, au détriment de l'Europe, comme le montre le cas de l'entreprise australienne Fortescue.

Cette stratégie peut s'appuyer sur l'exemple chinois. Le document 2 montre que la Chine produit 77,8 % des panneaux solaires dans le monde, une domination bâtie sur de fortes subventions publiques. Le protectionnisme, ici, a permis de conquérir une position dominante sur un marché d'avenir. Un État peut donc se servir de ces outils pour orienter son économie vers les secteurs qu'il juge porteurs.

### **III. Accompagner les transformations de l'économie**

Le protectionnisme peut enfin aider un pays à amortir des transformations structurelles. Le document 3 montre la désindustrialisation de la France : la part de l'industrie dans les heures travaillées est passée de 20 % en 1950 à 10 % en 2020, pendant que le tertiaire marchand explosait. Cette baisse a détruit de nombreux emplois industriels. Dans ce contexte, des mesures protectionnistes peuvent ralentir le déclin de certaines industries, préserver des savoir-faire et laisser le temps à la reconversion des territoires touchés.

Protéger temporairement certains secteurs réduit aussi la dépendance vis-à-vis de l'étranger. La crise sanitaire a montré les risques d'une production délocalisée pour des biens essentiels (médicaments, composants électroniques). Relocaliser, quitte à protéger, renforce l'autonomie économique et la sécurité d'approvisionnement.

### **Ouverture**

Le protectionnisme présente donc des avantages réels : protéger l'emploi industriel, faire naître des industries stratégiques, attirer les investissements et accompagner les mutations économiques. Ces bénéfices ont toutefois une contrepartie qu'il ne faut pas oublier : hausse des prix pour les consommateurs, risque de représailles commerciales et de guerre des tarifs. L'enjeu, pour un État, est de doser ces mesures sans déclencher une escalade qui pénaliserait tout le monde.

---

Pour aller plus loin : [Professeur particulier de SES](#) | [Stage intensif terminale](#)